

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

PHONE WEB

Société anonyme au capital de 225 000 €.

Siège social : 88, rue de Courcelles, 75008 Paris.

403 916 133 R.C.S. Paris. — APE : 741 E.

Comptes annuels.

I. — Bilan au 31 décembre 2006.

(En euros.)

Actif	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/05
Capital souscrit non appelé (0)				
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	98 935	97 335	1 600	261
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel & outillage				
Autres immobilisations corporelles	139 858	86 059	53 799	52 056
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2) :				
Participations				
Créances rattachés à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				1 600
Autres immobilisations financières	60 577		60 577	46 372
Total de l'actif immobilisé (1)	299 369	183 394	115 975	100 289
Actif circulant :				
Stock et en-cours :				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				

Encours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances & acomptes versés sur commande				
Créances (3) :				
Clients et comptes rattachés	1 158 188	2 355	1 155 833	1 362 112
Autres créances	222 283	7 500	214 783	127 702
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement	98 748		98 748	351 294
Disponibilités	12 150		12 150	8 465
Charges constatées d'avance (3)	95 693		95 693	78 687
Total de l'actif circulant (II)	1 587 062	9 855	1 577 207	1 928 259
Comptes de régularisation :				
Charges à répartir (III)				
Primes de remboursement (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Total actif (0 à V)	1 886 432	193 249	1 693 182	2 028 549

Renvois :

(1) Dont droit au bail.

(2) Part à moins d'un an.

(3) Part à plus d'un an.

Clause de réserve de propriété :

— *Immobilisations ;*

— *Stocks ;*

— *Créances.*

Passif	Passif au 31/12/06	Passif au 31/12/05
Capitaux propres :		
Capital social ou individuel (1) (dont versé : 225 000)	225 000	225 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence : 0)		
Réserve légale (3)	22 500	22 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (3)		
Autres réserves		
Report à nouveau	501 441	478 807
Résultat de l'exercice	38 639	303 884
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 339	
Capitaux propres total (I)	788 919	1 030 191
Autres fonds propres :		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres total (II)		
Provisions risques charges :		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charge total (III)		

Dettes (5) :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (6)	9 377	7 940
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunt participations : 0)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	127 335	162 516
Dettes fiscales et sociales	765 623	827 044
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 928	856
Produits constatés d'avance (5)		
Dettes total (IV)	904 264	998 357
Ecart de conversion passif total (V)		
Total passif (1 à V)	1 693 182	2 028 549
Renvois :		
(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital		
(2) Réserve spéciale de réévaluation		
Ecart de réévaluation libre		
Réserve de réévaluation (1976)		
(3) Dont réserve réglementée des plus-values à long terme		
(5) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	904 264	998 357
(6) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP	9 377	7 940

II. — Compte de résultat.

(En euros.)

Rubriques	31/12/06 (12 mois)	31/12/05 (12 mois)	Variation N / N - 1	
Produits d'exploitation :				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 324 346	4 244 199	80 147	2 %
Chiffre d'affaires net	4 324 346	4 244 199	80 147	2 %
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	20 000	30 000	- 10 000	- 33 %
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	16 462	11 153	5 309	48 %
Autres produits	77	236	- 159	- 68 %
Produits d'exploitation	4 360 885	4 285 588	75 297	2 %
Charges d'exploitation :				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)	658 357	620 627	37 730	6 %

Impôts, taxes et versements assimilés	118 290	87 108	31 182	36 %
Salaires et traitements	2 524 588	2 166 728	357 860	17 %
Charges sociales	998 579	881 426	117 153	13 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations	19 379	38 991	– 19 612	– 50 %
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risque et charges				
Autres charges	5 406	2 463	2 943	120 %
Charges d'exploitation	4 324 599	3 797 342	527 257	14 %
1. Résultat d'exploitation	36 286	488 246	– 451 960	– 93 %
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers :				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de changes				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 638	3 379	2 258	67 %
Produits financiers	5 638	3 379	2 258	67 %
Charges financières :				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés	30	80	– 50	– 63 %
Différences négatives de changes				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières	30	80	– 50	– 63 %
2. Résultat financier	5 608	3 299	2 309	70 %
3. Résultat courant avant impôts	41 894	491 545	– 449 651	– 91 %
Produits exceptionnels :				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges		21 245	– 21 245	– 100 %
Produits exceptionnels		21 245	– 21 245	– 100 %
Charges exceptionnelles :				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	14	760	– 746	– 98 %
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 903		1 903	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 339		1 339	
Charges exceptionnelles	3 255	760	2 496	328 %
4. Résultat exceptionnel	– 3 255	20 486	– 23 741	– 116 %
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		69 407	– 69 407	– 100 %

Impôts sur les bénéfices		138 740	– 138 740	– 100 %
Bénéfice ou perte	38 639	303 884	– 265 245	– 87 %

III. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice 2006, s'élevant à la somme de 38 639 €, en totalité au poste « Report à nouveau ».

L'Assemblée Générale rappelle, pour satisfaire aux prescriptions légales, qu'il a été mis en distribution au titre des trois derniers exercices, les dividendes suivants, savoir :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action	Crédit d'impôts par action	Revenu global par action
2003	1 125 000	0,22 €	0,11 €	0,33 €
2004	1 125 000	0,28 €	/	0,28 €
2005	1 125 000	0,25 €	/	0,25 €

IV. — Annexe au bilan clos le 31 décembre 2006.

Page	Sommaire
	Règles et méthodes :
5	Faits significatifs
5	Règles et méthodes comptables
NA	Changement ou modification concernant la présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues
NA	Dérogation aux principes comptables et information lorsque l'application d'une prescription comptable ne suffit pas pour donner une image fidèle
	Notes sur le bilan :
6	Composition et évolution des immobilisations
NA	Réévaluations
7	Etat des amortissements
8	Composition et évolution des provisions
9	Echéance des créances et dettes
NA	Frais d'établissement
NA	Frais de recherche et développement immobilisés
NA	Fonds commercial
NA	Eléments fongibles de l'actif circulant
10	Capital social - Parts de fondateur
10	Charges à payer et produits à recevoir
10	Comptes de régularisation (actifs et passif)
NA	Amortissement des primes de remboursement d'emprunts
NA	Nature, montant et traitement des écarts de conversion
NS	Créances et dettes représentées par des effets de commerce
11	Situation fiscale différée ou latente
11	Impact sur les capitaux propres et le résultat des dispositions fiscales
	Notes sur le résultat :
12	Répartition du chiffre d'affaires (Zone géographique, marché)
12	Composition et répartition de l'effectif
12	Composition des charges et produits exceptionnels
NS	Ventilation de l'impôt sur les sociétés (exceptionnel / exploitation)
NS	Note sur les transferts de charges

	Autres informations :
NA	Reprise exceptionnelle d'amortissements
NS	Engagements en matière de pension et de retraite
13	Engagements financiers
NA	Dettes garanties par des sûretés réelles
14	Crédit-bail
NA	Liste des filiales et participations
NA	Éléments concernant les entreprises liées et les participations (créances et dettes)
NA	Consolidation
NA	Avances et crédits alloués aux dirigeants

Le sommaire faisant partie intégrante de l'annexe, les indications N.A. pour non applicable à l'entreprise ou N.S. pour non significative remplacent les états néants et sont des informations en elles-mêmes.

Règles et méthodes.

Faits significatifs. — Néant.

Règle générale d'évaluation. — La monnaie de présentation des comptes est l'Euro.

Les comptes annuels ont été établis selon les règles comptables en vigueur, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et d'indépendance des exercices.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Immobilisations. — Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou bien à leur coût de production. Le coût de production ne comprend que les charges directes.

Amortissements. — Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Durée	Mode
Logiciels	3 ans	Dégressif (Fiscalement sur 12 mois)
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire (Dégressif fiscalement)
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscal est comptabilisé dans les capitaux propres au passif au poste « Amortissements dérogatoires ».

Stocks et en-cours. — Néant.

Créances et dettes. — Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une dépréciation individuelle en fonction du risque encouru.

Provisions pour risques et charges. — Les provisions pour risques et charges sont calculées individuellement en fonction des risques encourus, dans le respect du principe de prudence.

Changement de méthode. — Néant.

Etat des immobilisations.

(En euros)	Valeur brute des immobilisations au 31/12/05	Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations au 31/12/06	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :							
Frais d'établissement, de recherche et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	96 640		2 295			98 935	
Immobilisations incorporelles	96 640		2 295			98 935	
Immobilisations corporelles :							
Terrains							

Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements, aménagements divers	51 856		4 905			56 761	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	68 940		17 163		3 006	83 098	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Immobilisations corporelles	120 796		22 068		3 006	139 859	
Immobilisations financières :							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	47 972		14 204		1 600	60 577	
Immobilisations financières	47 972		14 204		1 600	60 577	
Total général	265 408		38 568		4 606	299 370	

Etat des amortissements.

(En euros)	Situations et mouvements de l'exercice				Ventilations			AMT- Dérogatoires	
	Amortissements au 31/12/05	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Amortissements au 31/12/06	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles :									
Frais d'établissement, de recherche et de développement									
Autres postes d'immobilisations incorporelles	96 378	956		97 335				1 339	
Immobilisations incorporelles	96 378	956		97 335				1 339	
Immobilisations corporelles :									
Terrains								1 339	
Constructions sur sol propre									
Constructions sur sol d'autrui									
Installations générales, agencements et aménagements des constructions									
Installations techniques, matériel et outillage industriel									
Installations générales, agencements, aménagements divers	28 180	5 848		34 028					
Matériel de transport									
Matériel de bureau et informatique, mobilier	40 560	12 574	1 103	52 031					
Emballages récupérables et divers									
Immobilisations corporelles	68 740	18 423	1 103	86 059				1 339	
Total général	165 118	19 379	1 103	183 394				2 678	

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentation	Dotations de l'exercice	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions.

Nature des provisions	Provisions au 31/12/05	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/06
Provisions réglementées :				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		1 339		1 339
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 01/01/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 01/01/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées		1 339		1 339
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour dépréciations :				
Provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Provisions pour dépréciation sur immobilisations corporelles				
Provisions pour dépréciation sur titres mis en équivalence				
Provisions pour dépréciation sur titres de placement				
Provisions pour dépréciation sur immobilisations financières				
Provisions pour dépréciation sur stocks et en-cours				

Provisions pour dépréciation sur comptes clients	5 921		3 565	2 355
Autres provisions pour dépréciations	7 500			7 500
Provisions pour dépréciations	13 421		3 565	9 855
Total général	13 421	1 339	3 565	11 194
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation			3 565	
Financières				
Exceptionnelles		1 339		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice.

Etat des créances et dettes.

Etat des créances (en euros)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	60 577		60 577
Clients douteux ou litigieux	2 817	2 817	
Autres créances clients	1 155 371	1 155 371	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	9 444	9 444	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 331	3 331	
Impôts sur les bénéfices	136 690	136 690	
Taxe sur la valeur ajoutée	13 722	13 722	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	253	253	
Créances diverses envers l'Etat et les collectivités publiques	28 667	28 667	
Groupe et associés (2)	7 500	7 500	
Débiteurs divers	22 677	22 677	
Charges constatées d'avance	95 693	95 693	
Total des créances	1 536 741	1 476 164	60 577
<i>Renvois :</i>			
<i>(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice</i>			
<i>(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice</i>	1 600		
<i>(2) Prêts et avances consentis aux associés</i>			

Etat des dettes (en euros)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 2 ans maximum à l'origine	9 377	9 377		
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	127 335	127 335		
Personnel et comptes rattachés	144 698	144 698		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	275 864	275 864		

Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	246 116	246 116		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	98 944	98 944		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	1 928	1 928		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total des dettes	904 264	904 264		
<i>Renvois :</i>				
<i>(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>				
<i>(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice</i>				
<i>(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés</i>				

Notes sur le bilan.

Capital social. — Le capital social s'élève à 225 000 euros.
Il est composé de 1 125 000 actions de 0,20 euro chacune, entièrement libérées.

Produits à recevoir :

Facture à établir	20 184
Créances clients et comptes rattachés	20 184
Subvention PAT à recevoir	28 667
Avoir à recevoir	17 151
Provision heures d'absence (brut + charges)	12 583
Indemnité d'assurance à recevoir	735
Autres créances	59 136

Charges à payer :

Intérêts bancaires courus	875
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	875
Fournisseurs : factures non parvenues	36 041
Fournisseurs et comptes rattachés	36 041
Provision pour congés payés (brut + charges)	162 680
Provision pour primes (brut + charges)	23 978
Taxes (Formation, apprentissage, organic...)	95 271
Dettes fiscales et sociales	281 929

Charges constatées d'avance :

Loyers, locations et crédit-bail	79 638
Autres divers (assurance, ...)	5 796
Chèques déjeuner janvier 2007	10 259
Charges constatées d'avance d'exploitation	95 693

Produits constatés d'avance. — Néant.

Frais d'établissement. — Néant.

Frais de recherche et développement. — Néant

Fonds commercial. — Néant.

Situation fiscale différée ou latente :

	31/12/05		Variations	31/12/06	
	Actif	Passif		Actif	Passif
I. Décalages certains ou éventuels :					
1. Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires			1 339		1 339
2. Subventions d'investissement					
3. Charges non déductibles temporairement					
3.1. A déduire l'année suivante					
Organic	6 511		682	7 193	
Participation des salariés	69 407		– 69 407		
3.2. A déduire ultérieurement					
4. Produits non taxables temporairement					
5. Charges déduites ou produits imposés fiscalement, et non encore comptabilisés	740		1 007	1 747	
Total (base d'impôt)	76 658			8 940	1 339
Total impôt société (33,33 %)	25 553			2 980	446
II. Eléments à imputer :					
1. Déficits reportables fiscalement			25 541	25 541	
2. Amortissements différés					
3. Moins-values à long terme					
4. Autres					
III. Eléments de taxation éventuelle :					
1. Réserve de plus-value à long terme					
3. Réserve réglementée ([U+x009c]uvre d'art)					

Impact sur les capitaux propres et le résultat des dispositions fiscales :

Impact sur le résultat de l'exercice	31/12/06	31/12/05
Résultat net de l'exercice	38 639	303 884
+ Dotation amortissements dérogatoires (provisions réglementée)	1 339	
– Reprises sur provisions réglementées (amortissements dérogatoires)		– 21 245
– Réductions d'impôts du fait des dotations	– 446	
+ Augmentations / Diminutions d'impôts du fait des reprises		7 082
– Carry back		
– Crédit d'impôt recherche / formation		
= Résultat hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires	39 532	289 721

Impact sur les capitaux propres	31/12/06	31/12/05
Impact des impôts résultant des dotations et reprises de provisions réglementées	– 446	7 082

Notes sur le résultat.

Répartition du chiffre d'affaires :

	31/12/06	31/12/05
Chiffre d'affaires : France	4 324 346	4 244 199
Chiffre d'affaires : Export		
Chiffre d'affaires : CEE	4 324 346	4 244 199

Composition de l'effectif moyen :

	31/12/06	31/12/05
Ingénieurs et cadres	5	5
Employés	113	92
Ouvriers	118	97

Charges et produits exceptionnels :

	Charge	Produit
Dotation / Reprise sur amortissement dérogatoire	1 339	
VNC Immobilisations mise au rebut	1 903	
Pénalités sur marchés	14	
	3 256	0

Engagements et sûretés.

Dettes garanties par des sûretés réelles. — Néant.

Engagements financiers. — La DATAR a accordé une subvention (Prime d'Aménagement du territoire), d'un montant maximum de 202 000 €. Cette prime sera versée en fonction du nombre d'embauche de salariés sur la période du 1-9-2004 au 31-8-2007.

Le montant définitif de la prime ne sera connu qu'au 31-8-2007.

La société Phone Web s'est engagé à conserver les salariés pendant 5 ans à compter de la création des emplois.

L'accord comprend une clause résolutoire prévoyant le remboursement des primes versées en cas de non respect de l'engagement de maintien des salariés pendant 5 ans.

En 2004, la société a embauché 23 personnes et à ce titre a comptabilisé une subvention à recevoir de 46 000 euros.

En 2005, la société a encaissé 67 333 euros correspondant à 1/3 de la subvention. Elle a embauché 15 personnes en plus et à ce titre a comptabilisé une subvention d'exploitation de 30 000 euros.

En 2006, la société a embauché 10 personnes et à ce titre a comptabilisé une subvention à recevoir de 20 000 euros.

Au 31 décembre 2006, il reste 28 667 euros de subvention à recevoir.

Crédit-bail.

Immobilisations en crédit-bail (en euros)

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	136 668	44 144	95 752	40 916
Immobilisations en cours				

Total	136 668	44 144	95 752	40 916
-------	---------	--------	--------	--------

Engagements de crédit-bail (en euros)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	44 259	91 411	40 357	16 082		1 367
Immobilisations en cours						
Total	44 259	91 411	40 357	16 082		1 367

V. — Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28 mars 2002, nous vous présentons note rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société PHONE WEB, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant, il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession, ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice, caractérisée par les informations suivantes :

Résultat de l'exercice	38 639 euros
Chiffre d'affaire net	4 324 346 euros
Total bilan	1 693 182 euros

II. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Par application de la loi, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

Concernant les détenteurs du capital social visés par l'article L. 233-13 du nouveau Code de Commerce (anciennement l'article 356-3 de la loi du 24 juillet 1966), nous portons à votre connaissance que les associés détenant une partie significative du capital social de la Société sont :

- Pour plus de 50 % du capital : aucun associé ;
- Pour plus de 33 % du capital : aucun associé ;
- Pour au moins 10 % du capital : Monsieur Mohamed BOUKERDENNA, Monsieur Patrick SPINOSA, La Société Anonyme CASALVA.

En application de l'article 243 bis du CGI, nous vous rappelons, les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices :

Exercice clos le 31/12/03	247 500 euros
Exercice clos le 31/12/04	315 000 euros
Exercice clos le 31/12/05	281 250 euros

Fait le 18 avril 2007.

Le commissaire aux comptes,
René SOULTAN.